

LES ANNONCES LÉGALES

Conformément à l'arrêté du 16 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de la publication des annonces judiciaires et légales, le tarif au caractère est fixé pour l'année 2025 à 0,187€ HT par le Var. Par dérogation, conformément à l'article 2 du présent arrêté, modifiant l'article 3 de l'arrêté du 19 novembre 2021, certaines annonces légales font l'objet d'une tarification forfaitaire. Pour information, les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1er de la loi du 4 janvier 1955 et régie par décret du 28 décembre 2012.

AVIS ADMINISTRATIFS



AVIS

Approbation de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de Toulon

Par délibération n° 25/02/013 en date du 27 février 2025, le Conseil Métropolitain a approuvé la modification n° 6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Toulon relative à :

- L'intégration du jugement n°2201262 qui joint la Métropole Toulon Provence Méditerranée à modifier le zonage des parcelles cadastrées section BM n° 95, 96 et 259 en zone Ns et instaurer un espace boisé classé sur les parcelles cadastrées section BM n° 95 et 259,
- La modification de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Axe des Gares Ouest ».

- La possibilité pour le Ministère des Armées de valoriser son foncier et de répondre à leur besoin en matière de logements,
- La création d'espaces verts protégés (EVP) sur des espaces à conserver et à protéger,
- Le renforcement des articles 13 du PLU en matière d'espaces verts et plantations,
- La mise à jour de la liste des emplacements réservés,
- L'intégration des arrêtés préfectoraux portant approbation de la révision du classement sonore des infrastructures de transport terrestre du 9 janvier 2023,
- L'adaptation des dispositions réglementaires relatives au pluvial,
- Divers ajustements et propositions concernant le règlement, notamment pour faire évoluer le PLU dans le sens d'une prise en compte toujours renforcée des normes de développement durable.

Cette délibération sera affichée à l'Hôtel de la Métropole TPM et en Mairie de Toulon et sera publiée sur le site Internet de la ville pour une durée d'un mois.

Le dossier complet d'approbation est tenu à la disposition du public à la Métropole TPM, Bâtiment Le Galaxie entrée A, 482 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 83000 Toulon, Service Planification Urbaine, 2^{ème} étage et en Mairie de Toulon, 9^{ème} étage, Avenue de la République 83000 Toulon, aux jours et heures habituels d'ouverture. Il sera également consultable sur le site internet de la ville de Toulon.

Le Président de Toulon Provence Méditerranée,
Jean-Pierre GIRAN



AVIS

Approbation de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de La Garde

Par délibération n° 25/02/012, en date du 27 février 2025, le Conseil Métropolitain a approuvé la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Garde relative à la mise à jour des emplacements réservés notamment la suppression de l'emplacement réservé n°31, la correction d'erreurs matérielles et l'intégration des arrêtés préfectoraux en date du 9 janvier 2023 relatifs aux voies bruyantes.

Cette délibération sera affichée à l'Hôtel de la Métropole TPM et en mairie de La Garde et sera publiée sur le site Internet de la ville pour une durée d'un mois.

Le dossier complet d'approbation est tenu à la disposition du public à la Métropole TPM, Bâtiment Le Galaxie entrée A, 482, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 83000 Toulon, Service Planification Urbaine, 2^{ème} étage et en mairie de La Garde rue Jean Baptiste Lavègne, 83130 La Garde, aux jours et heures habituels d'ouverture. Il sera également consultable sur le site internet de la ville de La Garde.

Le Président de Toulon Provence Méditerranée,
Jean-Pierre GIRAN



AVIS

Modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Ollioules - Justification de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU du secteur de Campourri

Le Conseil Métropolitain a approuvé, par délibération n°25/02/014, en date du 27 février 2025, la justification de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU de Campourri dans la cadre de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Ollioules.

Cette délibération sera affichée à l'Hôtel de la Métropole TPM et en mairie d'Ollioules pour une durée d'un mois et sera publiée sur le site Internet de la ville, conformément aux dispositions de l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

Elle est également tenue à la disposition du public à la Métropole TPM, Bâtiment Le Galaxie entrée A, 482 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 83000 Toulon, Service Planification Urbaine, 2^{ème} étage et en Mairie d'Ollioules 7, Avenue Général de Gaulle 83190 Ollioules, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Le Président de Toulon Provence Méditerranée,
Jean-Pierre GIRAN



AVIS

Prescription de la modification n°8 du plan local d'urbanisme d'Hyères-les-Palmiers

Par arrêté n° 25/43, en date du 7 mars 2025, Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a prescrit la modification n°8 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Hyères-les-Palmiers.

Cette modification a pour objectif de procéder à l'évolution du zonage UBa des parcelles cadastrées n° BV0226, BV0230 et BV0211, situées en entrée Ouest de la ville, vers un zonage UGa dédié aux équipements hospitaliers.

Conformément aux dispositions de l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme, cet arrêté sera affiché à l'hôtel de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et en Mairie d'Hyères-les-Palmiers pendant un mois. Il sera publié sur le site Internet de la ville d'Hyères-les-Palmiers (www.hyeres.fr)

L'arrêté est tenu à la disposition du public à la Métropole TPM, Galaxie A, 482, avenue Maréchal de Lattre-de-Tassigny, 2^{ème} étage, service Planification urbaine - 83000 Toulon et en mairie d'Hyères, Hôtel de ville - 12, avenue Joseph Clotis - 83400 Hyères, aux jours et heures habituels d'ouverture.



AVIS

Clôture de la ZAC parc d'activités des Playes sur la commune de Six-Fours-les-Plages

En application de l'article R.311-12 du Code de l'Urbanisme, le Conseil Métropolitain du 27 février 2025 a approuvé la procédure de clôture, valant suppression, de la Zone d'Aménagement Concerté Parc d'Activités des Playes à Six-Fours-les-Plages par délibération n° 25/02/015.

La délibération est affichée aux sièges de la Métropole TPM et de la ville de Six-Fours-les-Plages pendant un mois.

Le dossier complet est tenu à la disposition du public à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Bâtiment Le Galaxie A, 482 avenue de Lattre-de-Tassigny, 83000 Toulon, Service Fiscalité de l'Urbanisme, 2^{ème} étage.

Le Président de Toulon Provence Méditerranée
M. Jean-Pierre GIRAN



BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

AVIS AU PUBLIC

Création d'un giratoire sur le territoire de la commune de Cogolin

Par arrêté du 3 mars 2025, le préfet du Var a déclaré d'utilité publique (DUP) l'acquisition et les travaux relatifs à la création d'un giratoire à l'intersection entre l'avenue Georges Clemenceau, l'avenue des Murières et l'avenue Sigismond Coulet.

La commune de Cogolin est bénéficiaire de la DUP. Cet arrêté sera affiché pendant deux mois, en mairie de Cogolin.

Pendant cette période, cet arrêté et ses annexes seront consultables par le public en mairie de Cogolin et au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var ainsi que sur le site internet des services de l'Etat dans le Var à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr/routes-les-enquetes-publiques-clotures-2025.html>



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

CLASSEMENT D'UNE ZONE AGRICOLE PROTÉGÉE

Par arrêté du 1^{er} août 2024, le préfet du Var a classé une zone agricole protégée sur la commune de Bras.

Le projet consiste en la mise en place d'une zone agricole protégée sur la zone agricole afin de préserver ces espaces de toute pression foncière. Elle doit permettre de conforter la dynamique économique agricole.

AVIS D'ENQUÊTES



BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Ouvrage de ralentissement dynamique des crues du Riou de l'Argentièrre
Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins

Sur demande du président de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (CACPL), sise, place Bernard Cornut-Gentille 06414 Cannes, et par arrêté inter-préfectoral du 11 février 2025, le préfet du Var organise une enquête publique unique sur la construction d'un ouvrage de ralentissement dynamique des crues du Riou de l'Argentièrre. Cette enquête, d'une durée de 32 jours consécutifs, se tiendra en mairies de Fréjus, Tanneron et Mandelieu-la-Napoule, du 10 mars au 10 avril 2025 inclus.

Le projet concerne les communes de Fréjus et Tanneron et vise à protéger en aval les zones urbanisées et les activités socio-économiques de la commune de Mandelieu-la-Napoule, plus précisément les secteurs à enjeux que sont les quartiers de Bon Puits, Casino, Minelle, et Bas Napoule. Cet ouvrage a pour objectif d'écrire la crue cinquantennale. Les travaux de construction de l'ouvrage de ralentissement dynamique des crues du Riou de l'Argentièrre se décomposent comme suit :

- un remblai amont et central permettant de stocker temporairement jusqu'à 390 000 m³ ;
- un pertuis de fuite permettant au cours d'eau de s'écouler en temps normal ;
- une protection minérale du parement amont aux vagues et à l'érosion et une protection en enrochements bétonnés du parement aval à la surverse, l'affouillement et l'érosion.

Le dossier d'enquête publique unique comporte, notamment, une étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et du conseil national pour la protection de la nature, les mémoires en réponse de la CACPL à ces avis, le procès-verbal de l'examen conjoint des personnes publiques associées, l'avis sur les incidences notables du projet sur l'environnement du conseil municipal de la commune de Mandelieu-la-Napoule. Au terme de la procédure, le préfet du Var se prononcera sur :

- la Déclaration d'Utilité Publique des travaux en vue de l'expropriation (DUP) ;
- la Mise En Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fréjus avec le projet (MECPLU) ;

- l'enquête parcellaire en vue des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- l'Autorisation Environnementale Unique comprenant plusieurs procédures embarquées (AEU).

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique unique est consultable :

- 1) sur le site internet comportant un registre dématérialisé à l'adresse suivante du 1^{er} jour de l'enquête à 0h, au dernier jour de l'enquête à 24h : <https://www.registre-dematerialisee.fr/6009>
- 2) sur support papier, aux lieux d'enquête, aux jours et heures indiqués ci-dessous.

Le public pourra consigner ses observations et propositions directement sur le registre d'enquête unique à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur.

Lieux d'enquête :

- dans le département du Var :
- Mairie de Fréjus, siège de l'enquête publique, Hôtel de Ville, place Formigé, 83600 Fréjus Cedex, du lundi au vendredi de 9h00 à 13h00
- Mairie de Tanneron Hôtel de Ville, Place de la mairie, 83440 Tanneron, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
- dans le département des Alpes-Maritimes :
- Mairie de Mandelieu-la-Napoule, Hôtel de ville, 1 Avenue de la République, 06210 Mandelieu-la-Napoule, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

3) sur un poste informatique en mairies de Fréjus et Mandelieu-la-Napoule, aux jours et heures précisés aux lieux d'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra émettre ses observations et propositions :

- 1) sur le registre d'enquête publique unique à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur, disponible aux lieux d'enquêtes, jours et heures indiqués en 2) ci-dessus.
- 2) sur le site internet comportant un registre dématérialisé à l'adresse suivante du 1^{er} jour de l'enquête 0h au dernier jour de l'enquête 24h : <https://www.registre-dematerialisee.fr/6009>
- 3) par courriel via l'adresse suivante : enquete-publique-6009@registre-dematerialisee.fr

Les contributions transmises par courriel seront publiées, dans les meilleurs délais, sur le registre dématérialisé <https://www.registre-dematerialisee.fr/6009>. Tout courriel reçu en dehors de la période d'enquête ne sera pas pris en considération.

4) par courrier postal à l'attention du commissaire enquêteur chargé de l'enquête, au siège de l'enquête publique : Mairie de Fréjus, Hôtel de Ville, place Formigé 83600 Fréjus Cedex.

Les contributions formulées par voie postale seront annexées au registre d'enquête, et tenues à la disposition du public au siège de l'enquête publique.

5) par voie orale en s'adressant au commissaire enquêteur lors des permanences tenues aux lieux d'enquête, aux jours et heures indiqués ci-dessous.

Monsieur Olivier Luc, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il se tiendra à la disposition du public, aux lieux, jours et heures indiqués ci-après :

Permanences du commissaire enquêteur :

- dans le département du Var :
- Mairie de Fréjus, siège de l'enquête publique, Hôtel de Ville, place Formigé, 83600 Fréjus Cedex :

- de 9h00 à 12h00 les 10, 18, 27 mars 2025 et les 2, 10 avril 2025

- Mairie de Tanneron, Hôtel de Ville, Place de la mairie, 83440 Tanneron : de 13h30 à 16h30 les 10, 27 mars 2025 et le 10 avril 2025

- dans le département des Alpes-Maritimes :
- Mairie de Mandelieu-la-Napoule, Hôtel de ville, 1, avenue de la République, 06210 Mandelieu-la-Napoule : de 14h00 à 17h00 le 18 mars 2025 et le 2 avril 2025

Des courriers peuvent lui être remis lors de ses permanences. Ils seront annexés au registre.

Pendant toute la durée de l'enquête, des informations sur le projet peuvent également être demandées auprès du maître d'ouvrage en indiquant l'objet à l'adresse suivante : enquete-publique@cannespaydelerins.fr

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête,

- en mairies de Fréjus, Tanneron et Mandelieu-la-Napoule, ainsi qu'au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture ;

- sur le site Internet des services de l'Etat dans le Var : <https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Toutes-les-enquetes-publiques-clotures>

- sur le site internet des services de l'Etat dans les Alpes-Maritimes : <https://www.alpes-maritimes.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Expropriation>

Les personnes intéressées pourront également en demander communication, auprès du préfet du Var, dans les conditions prévues au titre 1^{er} du code des relations entre le public et l'administration.

COLLECTIVITÉS,
SOYEZ AU PLUS
PROCHE DE
VOS CONCITOYENS



Publiez vos concertations, avis d'informations,
enquêtes publiques, réunions, bien vacants...
dans la page locale de votre commune.

nice-matin

var-matin

Tél. 04 93 18 71 49 - legales@nicematin.fr

LES ANNONCES LÉGALES

APPELS D'OFFRES

Conformément à l'arrêté du 16 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de la publication des annonces judiciaires et légales, le tarif au caractère est fixé pour l'année 2025 à 0,187€ HT pour le Var. Par dérogation, conformément à l'article 2 du présent arrêté, modifiant l'article 3 de l'arrêté du 19 novembre 2021, certaines annonces légales font l'objet d'une tarification forfaitaire. Pour information, les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1er de la loi du 4 janvier 1955 et régie par décret du 28 décembre 2012.

AVIS D'ENQUÊTES



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté du 10 mars 2025, le Préfet du Var a prescrit et organisé une enquête publique relative à la demande de renouvellement de la concession de la plage de La Favière, sur la commune de Bormes-Les-Mimosas.

La plage naturelle de La Favière s'étend depuis le port jusqu'à la pointe des enrochements naturels au droit du camping du camp du domaine. Au nord, elle est limitrophe à la concession d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports, accordée par arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2014 pour une durée de 30 ans.

L'emprise totale de la concession de plage est de 31 260 m² et comprend :

- une surface de plage, servant de référence lors du calcul du taux d'occupation, de 27 105 m² et un linéaire de 703 m ;
- un épi rocheux et un plan d'eau pour une superficie de 4 155 m².

La nouvelle concession entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2026 et ce, pour une durée de 10 ans.

L'enquête publique se tiendra en mairie de Bormes-Les-Mimosas, 1, place Saint-François, 83230 Bormes-Les-Mimosas, siège de l'enquête, du lundi 31 mars 2025 à 9h00 au mercredi 30 avril 2025 à 17h00, soit 31 jours consécutifs. Le public pourra consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête ouvert et tenu à sa disposition à la mairie de Bormes-Les-Mimosas, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

Les contributions pourront également être adressées au commissaire enquêteur jusqu'au mercredi 30 avril 2025 à 17h00, heure de clôture de l'enquête.

- par courrier postal au siège de l'enquête : Mairie de Bormes-Les-Mimosas, 1, Place Saint-François, 83 230 Bormes-Les-Mimosas.
- par voie dématérialisée :

- directement sur le registre dématérialisé sécurisé, à l'adresse URL suivante : <https://www.registre-dematerialisee.fr/6105/>;
- par courriel adressé au commissaire enquêteur, à l'adresse mail dédiée à cette enquête publique : enquete-publique-6105@registre-dematerialisee.fr. Les contributions transmises par courriel seront publiées dans les meilleurs délais sur le registre dématérialisé : <https://www.registre-dematerialisee.fr/6105/>.

Monsieur Michel CHABAUD, désigné en qualité de Commissaire enquêteur, recevra le public en mairie de Bormes-Les-Mimosas :

Permanences	Mairie de Bormes-Les-Mimosas
lundi 31 mars 2025	9h00 – 12h00
jeudi 10 avril 2025	14h00 – 17h00
mardi 22 avril 2025	9h00 – 12h00
Mercredi 30 avril 2025	14h00 – 17h00

Les informations sur le projet pourront être demandées auprès du porteur de projet : la commune de Bormes-Les-Mimosas – 1, place Saint-François, 83 230 Bormes-Les-Mimosas. Le responsable du projet est Monsieur Cyril FRANCHÉ, Directeur des Services Techniques Adjoint de la mairie de Bormes-Les-Mimosas – courriel : c.franché@ville-bormes.fr.

Pendant toute la durée de l'enquête, chacun pourra prendre connaissance de l'avis d'enquête et de l'ensemble du dossier mis en ligne sur le site internet de l'Etat dans le Var à l'adresse suivante : <https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE>.

Pour Rappel, Les observations reçues par courriel seront consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse URL : <https://www.registre-dematerialisee.fr/6105/>. Cette consultation pourra également se réaliser depuis un poste informatique dédié et installé en préfecture du Var aux heures d'ouverture de celle-ci.

À l'issue de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public, pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête, en mairie de Bormes-Les-Mimosas, en préfecture du Var (Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var, Service Mer et Littoral, Bureau Littoral Ouest) et sur le registre dématérialisé : <https://www.registre-dematerialisee.fr/6105/>.

À l'issue de la procédure, l'autorité compétente pour accorder la concession de la plage naturelle de La Favière, sur la commune de Bormes-Les-Mimosas est le préfet du Var, par voie d'arrêté.

VIE DES SOCIÉTÉS

DISSOLUTION

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE LE CORIANDE
Capital social : 1529,49 €.
SIREN 377 653 902 RCS Toulon.
Siège social : 57, avenue Aristide Briand 83200 Toulon.
Le 3 mars 2025 l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société. Mme Paule TRIC a été nommé liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé avec prise d'effet au 03/03/2025, au domicile de Mme Paule TRIC : 12, avenue Laurent Mattio 83000 Toulon.

Pour avis au RCS de Toulon
La gérance.

nice-matinvar-matinmonaco-matin

C'EST À VOUS ! *Le Club des Abonnés*

Chaque année, c'est plus de 4500 cadeaux qui sont distribués pour enrichir votre expérience abonné

- ★ CONCERTS ET ÉVÉNEMENTS
- ★ CARTES CADEAUX
- ★ GOODIES
- ★ SÉJOURS BIEN-ÊTRE ET DÉTENTE

PAS ENCORE ABONNÉ ?

Appellez-nous au 04 93 18 28 85 pour rejoindre la communauté des abonnés et découvrir vos avantages.

DISSOLUTION

SCI JEROMANNE
SCI au capital de 15 000 €
Siège social : 71 chemin de l'escourche, Résidence les Katikias appt 450
83150 Bandon
RCS Toulon 445 305 774

L'assemblée générale extraordinaire du 09/03/2025 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 09/03/2025. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur Monsieur SEVOZ Thierry, demeurant 71, chemin de l'escourche, résidence les Katikias appt 450, 83150 Bandon et a fixé le siège de la liquidation chez le liquidateur.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce Toulon.

Thierry SEVOZ

« SCI RAINES »
Société Civile Immobilière
Au capital de 76.224 euros
Siège social : 1, avenue Amphitrite, 34300 Le Cap d'Agde

MODIFICATION DU SIEGE SOCIAL

Transfère : 223, rue Hector Berlioz, residence Le Golf quartier des Sablettes, 83500 La Seyne-sur-Mer 397 962 515 RCS Toulon

Aux termes d'une délibération des associés du 12 juin 2021, concernant la société dont les caractéristiques sont celles-ci-dessus indiquées et :

- Constitué pour 99 ans soit jusqu'au 8 août 2093 ;
- Ayant pour objet social l'acquisition et gestion sous toutes ses formes de biens immobiliers en France et à l'étranger, il a été décidé de transférer le siège social et de modifier corrélativement les statuts.

Ainsi depuis le 12 juin 2021, le siège social :

- Qui était 1, avenue Amphitrite au Cap d'Agde (34) ;
- Est désormais 223, rue Hector Berlioz, résidence Le Golf, quartier des Sablettes à la Seyne-sur-Mer (83).

En conséquence la société qui était immatriculée au RCS de Béziers fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au RCS de Toulon désormais compétent à cet égard.

Pour avis, la gérance.

SCI K.D.M.
Société Civile Immobilière
Capital social : 1 000,00 euros
RCS d'Epinal n° 802 501 239
Siège social : 1, rue Robert Stivert, 88500 Mattaincourt

MODIFICATION DU SIEGE SOCIAL

Aux termes d'une décision des associés prise le 30 décembre 2024, le siège social qui était à Mattaincourt (88500) 1, rue Robert Stivert, a été transféré à Draguignan (83300), 517, rue des Amandiers à compter du 30 décembre 2024. La société sera désormais immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Draguignan.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis, le gérant.

MODIFICATION DU SIEGE SOCIAL

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE VANLAUR
Capital 38142,74 €.
SIREN : 419 981 691 RCS Toulon.
Siège social actuel : 55, avenue Aristide Briand 83200 Toulon.
Par AGE du 7 mars 2025 il a été décidé du transfert du siège social chez Mme Paule TRIC - IMMEUBLE GUY - 12, avenue Laurent MATTIO 83000 Toulon.
Les statuts sont modifiés en conséquence.

Pour avis au RCS de Toulon
La gérance

SASU HMS ETANCHEITE
20, impasse Mathieu 83200 Toulon - RCS 978 573 418 00016 Toulon

MODIFICATION DU SIEGE SOCIAL

Le 10.03.2025, l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 1628, avenue Joseph-Gasquet 83000 Toulon à compter de ce jour.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Le reste est sans changement.

Pour avis au RCS.

MODIFICATION DU SIEGE SOCIAL

CASTRO SARL au capital de 1.000 €
Siège social : 67 avenue du Petit Chambord 92340 Bourg-la-Reine RCS Nanterre 529.651.721
Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 03/03/2025, il a été décidé de transférer le siège social au 13 bis avenue Frédéric Mistral 83310 Cogolin à compter du 01/04/2025.
Modification au RCS de Fréjus.

FORMALITÉS DIVERSES

CESSATION DE GARANTIE

La garantie financière visée par la loi du 2 janvier 1970 dont bénéficie l'entité VILLAS PRESTIGE AND SERVICES REAL ESTATE 102, avenue Bernard-Blua, route des Pages KM 1 - 83990 Saint-Tropez immatriculée au RCS 948138607 pour son activité de :

- Syndic de copropriétés depuis le 01/02/2023 auprès de son garant financier, GALIANS MABTP, Société Anonyme, RCS 423 703 032, prendra fin trois jours francs après la publication du présent avis.

Les créances, s'il en existe, devront être déclarées au siège de GALIAN-SMABTP 89 rue la Boétie, 75008, PARIS, dans les trois mois de la présente insertion. Bien entendu, la garantie reste acquise sans discontinuité au profit de l'entité VILLAS PRESTIGE AND SERVICES REAL ESTATE pour l'(es) activité(s) de :

- Transaction Immobilière - Gestion Immobilière

CESSATION DE GARANTIE

La garantie financière visée par la loi du 2 janvier 1970 dont bénéficie l'entité IMTO agence immobilière et touristique la Favière La Favière 212 bd de la Plage BP 20683 236 Bormes-les-Mimosas Cedex immatriculée au RCS 719 500 464 pour ses activités de :

- Transaction immobilière depuis le 01/04/1971
- Gestion immobilière depuis le 01/04/1971 auprès de son garant financier, GALIAN-SMABTP, Société Anonyme, RCS 423 703 032, prendra fin trois jours francs après la publication du présent avis.

Les créances, s'il en existe, devront être déclarées au siège de GALIAN-SMABTP, 89 rue la Boétie, 75008 Paris, dans les trois mois de la présente insertion.

AVIS D'APPELS



Mairie de Barjols
Direction Générale

AVIS DE MISE EN CONCURRENCE SUITE A MANIFESTATION D'INTERET SPONTANÉE

Installation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques

Description du projet :
La Commune de Barjols a été sollicitée pour l'installation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques sur le parking de la Rougrière.

L'installation de cette activité comprendrait l'implantation d'une borne de recharge et ses 2 points de charge de 22kVA chacun ainsi que la réquisition de deux places de parking de 15m² chacune.

Conformément à l'article L 2122-1-4 du Code Général de la propriété des personnes publiques, s'agissant d'une demande d'occupation du domaine public en vue d'une exploitation économique par le biais d'une manifestation d'intérêt spontanée, la commune est tenue de procéder à une publicité avant d'envisager de délivrer cette autorisation, afin de s'assurer de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrente.

Localisation :
Parking de la Rougrière
Les emplacements étant situés sur une parcelle du domaine public communal, l'autorisation d'occuper ne peut avoir qu'un caractère précaire et révoquant.

Il est rappelé que la présente occupation est consentie à titre précaire et qu'elle ne saurait en aucun cas être assimilée à un bail commercial ni par conséquent se voir régie par les articles L. 145-1 à L. 145-60 du code de commerce.

Redevance :
Conformément au code général de la propriété des personnes publiques, cette occupation donne lieu au versement d'une redevance à la commune proposée par le prestataire.

Il est précisé que le montant de la redevance versée à minima, au titre de cette occupation, par les candidats inclura le remboursement de la consommation en énergie à N+1.

Dans le cadre où le candidat retenu est reconnu d'intérêt national, il sera exempté de taxe d'occupation conformément au décret du 31 octobre 2014.

Éléments à transmettre obligatoirement dans le cadre de cette consultation :

- Cf publication détaillée site internet www.barjols.fr
- Conditions d'attribution : Cf publication détaillée site internet www.barjols.fr
- Jugement des offres : Cf publication détaillée site internet www.barjols.fr
- Date limite de remise des dossiers : 15 avril 2025
- Procédure : Cf publication détaillée site internet www.barjols.fr

Pour tout complément d'information, vous pouvez contacter :
Le service de la Mairie au 04.94.72.80.60.

COMMUNE DE POURRIÈRES (83910)

AVIS D'APPEL PUBLIC A CONCURRENCE

Identification de l'organisme qui passe le marché :
Commune de Pourrières - 83910

Type de pouvoir adjudicateur : niveau local

Type de procédure de passation : Procédure adaptée suivant articles L.2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Type de marché : marché de travaux

Objet du marché : restauration & assainissement soutènement de la place de l'Eglise relance du lot 1 : terrassement VRD tranchée unique

Caractéristiques principales :
La présente consultation concerne la relance du lot 1 concernant les travaux de restauration & d'assainissement du soutènement de la place de l'Eglise de Pourrières (83).

Le projet se trouve dans un environnement préservé et protégé et l'approche technique et opérationnelle respectueuse de l'environnement devra être une donnée essentielle pour les prestations de terrassement et de VRD.

Lieu d'exécution : 83910 Pourrières

Division en lots du marché initial :
Lot 01. Terrassement - VRD
Réf. Qualibat : 1312 - 1321
Lot 02. Maçonneries - Pierre de taille
Réf. Qualibat : 2181
Lot 03. Ferronnerie
Réf. Qualibat : 4493

Seul le lot 1 est relancé.

Des variantes seront-elles prises en considération : oui

Délai d'exécution :
Tranchée unique : 1 mois.

Les travaux devront être terminés fin avril 2025.

Critères de choix des offres :
Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de consultation.

Date limite de réception des offres : le 31 mars 2025 à 12h00

La transmission des offres par voie électronique est obligatoire sur la plate-forme : <http://www.marches-secures.fr>

Visite des lieux : la visite des lieux est obligatoire.

Pour visiter les lieux, prendre rendez-vous auprès de la Mairie, M. Gastin, par mail : gastin@pourrieres.fr

Langue devant être utilisée pour la présentation des offres : le français

Unité monétaire : l'euro

Délai de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres

Retrait du dossier de consultation et remise de la candidature et de l'offre sur la plateforme : <http://www.marchessecures.fr>

Conditions de remise des offres :
Les offres seront transmises essentiellement par voie électronique.

Renseignements : les renseignements administratifs peuvent être obtenus auprès de : Commune de Pourrières à l.gastin@pourrieres.fr

Les renseignements techniques peuvent être demandés (réponse sous 48h00) auprès de Monsieur Patrice Sales, architecte du Patrimoine, au courriel suivant : patricesales@architectes.org

Date d'envoi de l'avis à la publication : le 13 mars 2025